J'ai rêvé que

On ne se souvient avec clarté que des rêves qu'on fait juste avant de se réveiller. Hier, je me suis levé l'esprit plein des visions sensationnelles que je venais d'avoir. J'ai couru à mon ordinateur pour noter ce que j'ai vu de peur que les images ne s'estompent avec les premiers soucis de la journée. On sait que l'activité onirique échappe aux règles de la réalité et de la raison : tout est parfait, il n'y a pas d'invraisemblance, le temps ne compte pas, on se déplace comme si on était des êtres célestes, et on ne doute pas de la véracité de ce qu'on voit ou vit. Logique, c'est le lieu mirifique où tout est possible.

J'ai rêvé que notre pays était devenu un pays fantôme, à l'arrêt, vidé de ses habitants, de ses voitures, de ses policiers, de ses bus, de sa cohue, de son nouveau tramway… Je planais dans le ciel et me déplaçais à la vitesse de la lumière pour avoir une saisie d'ensemble. Il n'y avait pas âme qui vive dehors, pas de circulation, pas de trains, pas de bruit, pas de stress, et cela dans toutes les villes ou communes. Les cités populeuses étaient silencieuses, on voyait les véhicules stationnés mais pas de signes de vie. Les cafés, les boutiques, les marchés, les établissements scolaires, les administrations, les services de santé, les usines, les entreprises, les exploitations agricoles, les champs de pétrole et de gaz, les ports, les aéroports, les gares, les banques, les postes, les stations-service, tout était fermé. Il n'y avait pas d'employés, d'agents ou de fonctionnaires pour faire marcher quoi que ce soit d'une frontière à l'autre de notre immense et désertique pays à 90%. Tout était en ordre cependant, et il faisait très beau. Le pays était coupé du monde, les communications avec l'extérieur ne passant pas. Les étrangers qui n'avaient pas quitté l'Algérie à l'annonce du mouvement ont constitué des stocks comme les nationaux et se sont enfermés chez eux. Les visites de délégations étrangères ont été reportées sine die.

Dans les maisons, le téléphone était coupé, le portable mort, l'écran de télévision noir, la radio muette, la connexion à internet suspendue. Il n'y avait ni hélicoptères, ni avions dans le ciel, mais le drapeau flottait partout, propre et ses couleurs éclatantes. A tous les balcons des appartements et des villas pendait une banderole sur laquelle figurait un seul mot : «Dégagez !» Mais la nuit venue, à partir de 21h, le pays fantôme reprenait vie comme par enchantement. On ne voyait pas d'êtres humains, mais on entendait un concert de casseroles et de voix scandant : «Achâab yourid iskat système !» Car certains avaient des mégaphones.

Ce qui était arrivé ? La contagion des révolutions arabes ! Quand il comprit qu'il était atteint à son tour, le peuple algérien, traumatisé par ce qu'il avait vu en Libye et en Syrie, décida dans un mouvement de prise de conscience général et fulgurant d'assumer ses destinées mais en ayant les plus grands égards pour la vie des siens et le pays. Les «Chouhada» étaient revenus et le fixaient du regard. Tout le monde sentait le poids de ce regard et en tremblait. Les Algériens savaient que l'heure était venue, mais ils angoissaient : comment s'y prendre pour transcender les divisions politiques et partisanes, se libérer des «açabiyate», neutraliser la jalousie et la méfiance réciproques, convaincre les «zaïmillons» de faire cause commune, se protéger des manipulations des «Services» ? Jusqu'alors le pouvoir avait gagné sur toute la ligne. Face à des rangs de manifestants clairsemés, à des marches drainant peu de monde et à des sit-in isolés, il avait été imbattable. Il fallait par conséquent quitter les sentiers battus, innover, essayer autre chose, réfléchir à fond et faire participer le maximum de gens à la recherche de la panacée. Les échanges d'idées entre les citoyens se faisaient sur internet ou par sms, téléphone et journaux interposés. Dans une première étape, on forma des comités de synthèse des propositions jaillissant du débat. Dans une seconde, on passa en revue les modus operandi utilisés depuis Spartacus pour se libérer de l'esclavage, de l'occupation étrangère, de la dictature, ou du despotisme au nom de «la légitimité révolutionnaire».

Parmi les propositions, une avait particulièrement retenu l'attention. Elle provenait de compatriotes émigrés en Extrême-Orient et suggérait de s'intéresser aux idées de Lao Tseu, un philosophe chinois du Ve siècle avant J.-C., contemporain et rival de Confucius. Alors que ce dernier a développé une philosophie du bien-agir pour parvenir à une vie harmonieuse, Lao Tseu a élaboré une contre-philosophie permettant de parvenir à moindre frais au même but : le non-agir. Cette doctrine est exprimée dans l'ouvrage qui lui est attribué, *Tao Tô King*, et est connue sous le nom de Taoïsme. D'autres compatriotes, établis en Inde, proposèrent de s'inspirer de la spiritualité qui a sous-tendu le combat de Gandhi contre le colonialisme britannique, la Non-violence. Puisqu'il est question d'opposer à l'entêtement du pouvoir une résistance passive, une révolte silencieuse, il n'y avait pas mieux que cette stratégie d'autant qu'elle a son pendant dans le Coran («Rabitou wa sabirou»). Dans l'Evangile aussi ! compléta un concitoyen chrétien. Jugées compatibles, les deux pistes furent retenues, à charge pour les Algériens de les adapter à leur mentalité. N'ayant pas jusqu'ici réussi à agir de concert, ils allaient peut-être trouver leur compte dans le non-agir de concert.

C'est vrai, il faut peut-être voir dans certains instruments de la lutte politique moderne comme la désobéissance civile, les manifs relaxe, les sit-in conviviaux, les marches bohèmes, les grèves foraines, des expressions profanes de ces principes de la sagesse asiatique. Il n'y a qu'à se rappeler la façon dont les Japonais font leurs grèves : ils se rendent à l'usine, travaillent, mais portent un brassard ou un bandeau convenu, comme le ruban noir que les chrétiens arborent pour indiquer qu'ils sont en deuil. Bref, les Algériens finirent par tomber d'accord sur la manière de faire pour atteindre leur objectif : déposer avec douceur le pouvoir, sans émeutes, ni cocktails Molotov, ni pillage, ni mort d'hommes : «billati hiya ahçan». On retint la période allant du 25 juin au 4 juillet pour la mettre en exécution. Les journaux avaient accompagné depuis le début l'évolution de l'idée et contribué à rallier la nation à ce mode opératoire. La détermination était grande d'échapper une fois pour toutes à la poigne du pouvoir, à ses lois, à son discours et à sa vue. Advienne que pourra ! Il lui avait donné un délai de dix jours. S'il n'était pas parti au bout de ce laps de temps, le mouvement serait reconduit et ainsi de suite jusqu'à l'issue finale.

> ***J'ai rêvé que notre pays était devenu un pays fantôme, à l'arrêt, vidé de ses habitants, de ses voitures, de ses policiers, de ses bus, de sa cohue, de son nouveau tramway… Je planais dans le ciel et me déplaçais à la vitesse de la lumière pour avoir une saisie d'ensemble.***

Las d'être pris depuis l'Indépendance pour un troupeau de bestiaux, le peuple a été acculé à se retirer de la vie nationale, à déserter les lieux de travail et les espaces publics, à s'occulter comme ont fait les imams cachés du chiisme duodécimain, et ce, pour changer définitivement ses conditions de vie et se mettre enfin à ressembler aux peuples libres et développés. La méthode en question consistait en une grève totale et multiforme, impliquant tout le monde, sans exception. Il ne reviendrait à la vie citoyenne, à l'activité économique et administrative, au marché, au café et à la mosquée, que le jour où le pouvoir aurait été dissous. Et cela dans un silence national sépulcral pendant la journée. Le silence en impose plus que la tchatche. «Seul le silence est grand», a dit un sage asiatique. On sait que, conjugués, l'absence et le silence ajoutent au mystère de l'autorité. Dans la sagesse extrême-orientale, le mutisme, la mesure et l'harmonie sont les maîtres-mots. L'univers est silencieux, la nature et les abysses aussi, et beaucoup d'animaux n'émettent aucun son audible par nous. La parole n'a été donnée qu'à l'homme. Malheureusement, elle a souvent servi dans la bouche des hommes politiques à déparler, à mentir, à faire des discours démagogiques, ou à dire des âneries.

La consigne était donc que tout ce que compte le pays comme population doit rester chez soi et ne même pas apparaître à la fenêtre. L'économie serait paralysée, la société dispersée, et toute communication rendue impossible. Le peuple a donné la préférence à l'immobilité sur les marches, à l'occultation sur la manifestation, au silence réprobateur (ghadhab) sur les slogans violents. Tous les Algériens étaient disposés à se faire soufi, ascète, anachorète, pour les besoins de la cause. Pour se hisser à la hauteur du défi, le peuple en avait appelé au retour aux fondamentaux, aux valeurs ancestrales : la solidarité, l'hospitalité, la fraternité, le partage, l'égalité, la concertation… Au plan logistique, on devait prendre ses dispositions pour s'assurer des stocks nécessaires à une réclusion d'un mois. Les foyers qui n'en avaient pas achetèrent des «tabouna» et des bouteilles de gaz pour cuire la galette, ainsi que des quintaux de produits entre semoule, sucre, légumes secs, pâtes, conserves, lait en poudre, café, thé, cigarettes et «chemma»… On a pensé aussi aux sans-logis, aux mendiants, aux aliénés mentaux. Chaque quartier, chaque village, était tenu de recourir à la «Touiza» pour les héberger et les nourrir. Même les malfaiteurs ont suivi le mouvement : ils observeraient une trêve comme le jeûne pendant le Ramadhan.

Que pouvait craindre le peuple ? La mise à pied, la traduction devant le conseil de discipline, le licenciement, les arrêts de rigueur pour les policiers et les militaires, les retenues sur salaires, les suspensions de salaires, les poursuites judiciaires ? Que pouvaient faire les autorités ? On ne licencie pas de son travail tout un peuple, on ne gèle pas les salaires de toute une population, on n'attaque pas en justice une nation entière. N'oublions pas que les magistrats étaient du coup. D'un autre côté, il n'y avait pas de meneurs à arrêter ou d'armes à saisir. Le pouvoir, qui avait perdu la confiance du peuple, perdait maintenant le peuple lui-même. Ce dernier lui avait brusquement tourné le dos, lui signifiant sa répudiation, son renvoi. Il le démettait

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr